

LES DÉFIS DE 2025

Fêtes de fin d'année, Black Friday (grand jour de soldes), Blue Monday ... Depuis de nombreuses semaines, nous sommes emporté-es par un tourbillon d'injonctions à consommer frénétiquement. Dans un monde où notre (sur)vie dépend quasi exclusivement de rentrées financières, il est difficile, voire impossible d'aller à contre-courant.

Pourtant, les défis auxquels notre société fait face sont plus que jamais d'actualité : crise climatique et augmentation des catastrophes naturelles (inondation, sécheresse, incendie, etc), perte de biodiversité, surexploitation des ressources naturelles, ...

Or, en 2024, les deux séquences électorales en Belgique ont acté notamment une victoire des partis de droite et une large défaite de l'écologie politique. En Wallonie, force est de constater que les ambitions de la DPR (déclaration de politique régionale) sont modestes en matière de transition écologique et sociale. Comment en est-on arrivé là et comment appréhender l'avenir ?

Depuis des mois et bien avant la campagne électorale, les partis de droite ont distillé un message qui a percolé dans l'opinion publique : celui d'une écologie punitive et dogmatique. Le parti Ecolo fera certes l'évaluation qui lui est propre. Cependant, selon une autre expression communément utilisée, l'écologie n'est pas l'apanage d'une seule formation politique. Au MOC, nous n'observons pas de signaux permettant de comprendre comment les dirigeant-es politiques vont assurer un avenir durable et soutenable à toute la population. Où sont les projets publics d'investissements massifs dans l'isolation du bâti wallon et dans la mobilité collective et douce ? Quelles sont les actions prévues pour la relocalisation de la production, créatrice d'emplois locaux, non-délocalisables et porteurs de sens ?

La question du sens est assurément une question très actuelle. Sens du travail, sens de la vie, sens des valeurs, sens des priorités. La Belgique recense plus de 500.000 malades de longue durée et invalides et la consommation d'antidépresseurs continue d'augmenter. Ces deux informations doivent nous alarmer sur la façon dont les problèmes sont appréhendés. Elles donnent le sentiment que le monde politique ne traite pas le problème à la racine, le « pourquoi ces personnes sont-elles malades ? » mais plutôt sous l'angle budgétaire : « comment diminuer le déficit ? ». Ces deux questions ne s'excluent pas, mais ignorer la première rendra à terme la deuxième insoluble.

Au moment d'écrire ces lignes, la coalition Arizona n'a pas encore bouclé son accord de gouvernement. Néanmoins les informations nous parvenant nous alertent au niveau de la sécurité sociale et des services publics.

Que faire alors ? Comment avoir un impact ? Ne pas se résigner, continuer à s'informer, à poser des questions, même si elles dérangent. Le groupe, aussi petit soit-il, est un formidable outil pour faire avancer une cause. Aucun progrès social n'a été acquis au XXe siècle sans des combats durs et des rapports de force, que ce soit dans les Parlements ou dans la rue.

En 2025, le MOC axera sa campagne sur l'écologie populaire. Nous resterons attentif-ves à l'évolution politique au niveau fédéral en gardant comme boussole : la justice sociale, la solidarité et la démocratie.

Jean-Nicolas Burnotte,
Secrétaire fédéral du MOC Luxembourg

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...
Stéphanie Vankeer,
Animatrice WSM

P. 6-7-8

Dossier :
Analyse des élections communales et provinciales en province de Luxembourg

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

JOURNÉE D'ÉTUDE DU CIEP – 7 FÉVRIER À LLN

S'EXTRAIRE DU SYSTÈME EXTRACTIVISTE : PISTES DE RÉFLEXION ET D'ACTION

Le 7 février à Louvain-la-Neuve aura lieu la journée d'étude du Ciep consacrée à l'extractivisme minier.

Tout au long de la journée se succéderont des intervenant-es (CNCD, GRESEA, Justice & Paix, WSM, ...) qui nous apporteront leur éclairage sur les points suivants :

- Enjeux globaux et perspectives européennes
- Défis et perspectives du travail décent dans les mines en Afrique
- Militarisation et extractivisme
- Stratégies des femmes en zones minières
- Rôle des diasporas et des sociétés civiles dans les résistances ici et dans le Sud



INTÉRESSÉ E ?

Contactez-nous au plus vite, nous organiserons un départ groupé vers Louvain-la-Neuve.



INFOS ET INSCRIPTIONS

Martin Heyde
✉ m.heyde@mocluxembourg.be
☎ 063/ 21 87 38

LES ÉQUIPES POPULAIRES EN TOURNÉE AVEC LA POP'MOBILE

UN CAFÉ CITOYEN MOBILE DANS TOUTE LA PROVINCE

Le Pop'Mobile Tour des Équipes Populaires revient en 2025 pour vous proposer des moments de débats mobiles. Les 19 février et 17 mars, la Pop'Mobile sillonnera la province afin de récolter votre témoignage à l'aide du dispositif « Porteur de paroles » qui est un outil d'interaction sociale dans l'espace public.

Pour débiter la tournée, il sera question de fracture numérique.

L'accès à Internet, aux outils numériques et à la formation est devenu essentiel pour participer pleinement à la société moderne. Cette fracture peut également se traduire par une inégalité dans l'accès à l'information, à la culture et à la connaissance. Pour combler cette disparité, il est crucial d'investir dans l'infrastructure numérique, la formation et la sensibilisation. Des politiques publiques doivent être mises en place pour garantir à



chacun-e la possibilité de se former et d'utiliser les technologies. Les associations jouent aussi un rôle clé dans l'inclusion numérique. En réduisant cette fracture, on favorise une société plus juste et plus égalitaire.

Il est essentiel de pouvoir accompagner tout le monde mais aussi d'alerter sur la discrimination potentielle de certains groupes d'individus.

La récolte de ces témoignages sera ensuite transmise vers UNIA qui lutte contre toutes formes de discrimination.

LIEUX ET HORAIRES DE LA POP'MOBILE

Dominique Verhaeren
✉ verhaeren@equipespopulaires.be
☎ 0498/37.02.54
@ <https://www.facebook.com/equipespopulairesluxembourg>

CSC LUXEMBOURG — MANIFESTATION ET « PORTES OUVERTES »

SERVICES PUBLICS ET COLLECTIFS

ILS FONT FONCTIONNER LA SOCIÉTÉ !

MANIFESTATION nationale

ENSEIGNEMENT
SOINS DE SANTÉ
TRANSPORTS PUBLICS
SERVICES D'INCENDIE
ET DE POLICE
GARDES D'ENFANTS
RÉSEAU ROUTIER
COLLECTE DES DÉCHETS
BIBLIOTHÈQUES

13 février à 10h30
BOULEVARD ALBERT II
(BRUXELLES)

Arizona

Inscriptions via le QR Code - Départ en train

Arlon : 7h36
 Marbehan : 7h49
 Libramont : 8h05

Rochefort-Jemelle : 8h31
 Marloie : 8h39
 Ciney : 8h56

CSC LUXEMBOURG



MANIFESTATION NATIONALE - 13 FÉVRIER 2025

L'enseignement, les soins de santé, les transports publics, les services d'incendie et de police, les gardes d'enfants, le réseau routier, le ramassage des ordures, les bibliothèques... Nous utilisons tous quotidiennement les services publics et collectifs. Nous ne le réalisons peut-être pas toujours, mais les agents des services publics et leur travail sont essentiels pour assurer la bonne marche de la société. Voilà pourquoi nous devons investir dans ces services au lieu de faire des économies.

SAVE THE DATE - « PORTES OUVERTES » 11 AVRIL 2025

Les « Portes Ouvertes 2025 » de la CSC Luxembourg auront lieu le 11 avril 2025. À cette occasion les Jeunes CSC, la CSC Enseignement et les élèves de 4ème secondaire de l'ISMA vous proposent un jeu de rôle sur le thème de la défense des droits sociaux.

INFOS ET INSCRIPTIONS

Sasha Palombo

✉ sasha.palombo@acv-csc.be

☎ 0476/ 99.97.31

WSM CHALLENGE — CYCLO CHOCO SOLIDAIRE

UN DÉFI STIMULANT, ACCESSIBLE ET HORS DU COMMUN

WSM lance le défi sportif de parcourir une boucle dans le paysage vallonné de la région Verviers-Eupen. Partir à l'aventure pour 20, 60 ou 100 km, se dépasser, vivre un moment unique en équipe et récolter des fonds au profit des partenaires de WSM qui luttent pour un travail décent et une protection sociale pour toutes et tous, partout dans le monde, voici les objectifs du Cyclo Choco Solidaire. Les inscriptions sont ouvertes !

Le Ciep Lux se lance dans l'aventure. Antonin, Evelyne, Jean-Nicolas et Martin se mettront en selle le 05 avril pour relever ce défi solidaire.

VOUS SOUHAITEZ PARRAINER L'ÉQUIPE DU CIEP LUXEMBOURG ?

Vous pouvez verser votre soutien* sur le compte du Ciep Lux :

- N° de compte : BE02 7965 5119 0340
- Communication : Cyclo Choco Solidaire 2025

*Une déduction fiscale est possible à partir de 42€. (Dans ce cas, contactez-nous au préalable pour recevoir les informations nécessaires).

Jean-François Rasschaert

✉ jfrasschaert.moclux@gmail.com

☎ 063/ 21.87.33

05 AVRIL 2025

WSM CHALLENGE!

CYCLO CHOCO SOLIDAIRE

VENEZ VOUS DÉFIER EN ÉQUIPE SUR NOS BOUCLES DE 20-60-100KM À VÉLO !!!

RÉGION DE VERVIERS-EUPEN



FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

STÉPHANIE VANKEER

QUEL EST TON PARCOURS PROFESSIONNEL ?

J'ai un Master en Management – Gestion commerciale et financière à l'ICHEC - master que j'ai complété avec un brevet en « économie du développement ». Pour mon mémoire de fin d'études, j'ai choisi d'investiguer sur les filières textiles, ce qui m'a amenée à effectuer un séjour de 3,5 mois en Inde. Cette expérience m'a bouleversée. Les rencontres avec les producteur-trice-s de coton rendu-e-s malades par l'usage de pesticides et avec des travailleur.euses informel.les qui manipulaient sans protection des produits de teinture chimiques resteront gravées dans ma mémoire. Par la suite, j'ai vécu dans le cadre d'un volontariat, dans une famille de petits cultivateurs de cacao en Equateur. A mon retour, j'ai décroché un job chez Solidarité mondiale - l'ancien nom de WSM - où j'ai travaillé durant 4 ans dans le service ECMS (Education à la citoyenneté mondiale et solidaire). Je suis ensuite repartie en Equateur avec l'objectif précis d'apporter mon soutien à la famille de producteurs de cacao rencontrée plus tôt. Comme ils ne maîtrisaient que la production des fèves, l'idée était de les aider à mieux gagner leur vie par la transformation de leur matière première en produits finis de grande qualité (chocolat). En creusant le sujet, je suis devenue une experte de la filière cacao-chocolat. A mon retour en Belgique, on m'a proposé un remplacement dans la même fonction qu'avant chez WSM. Aujourd'hui, j'y suis toujours ! Je m'occupe du suivi des fédérations régionales du CIEP/MOC Namur, Brabant Wallon et Luxembourg. J'assure aussi le suivi des thématiques sur le devoir de vigilance et l'économie sociale et solidaire. Avec la centrale CSC Alimentation et Services (Bxl) et nos partenaires syndicaux et associations de femmes en République dominicaine (CASC et Conamuca), nous élaborons un parcours d'internationalisation autour des luttes syndicales, sociales et politiques pour un renforcement mutuel des acteur-ices de la filière cacao-chocolat. Je m'occupe aussi des aspects de communication et je participe plus globalement aux actions de campagne et sensibilisation de WSM.



Animatrice en éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire pour WSM



c'est la même chose, mais avec la dimension internationale : les luttes d'ailleurs sont nos luttes aussi. Notre mission est de promouvoir le travail décent et l'accès à une protection sociale pour tou-te-s. Notre action se concentre sur les personnes vulnérables : les travailleur-euse-s du secteur informel, les femmes, les jeunes, les seniors... On ne travaille plus dans une posture verticale. Aujourd'hui, on est dans une démarche horizontale de renforcement mutuel, en ce compris entre nos partenaires. On a co-créé un réseau pour l'accès à la protection sociale universelle baptisé INSP!R, où la voix de chacun de nos partenaires compte. La démarche multi-acteurs, qu'on retrouve au sein du MOC et de ses organisations constitutives, c'est une vision qu'on essaye de partager pour permettre aux mouvements sociaux locaux de gagner en puissance au sein de leur pays en réseautant. On amène aussi des financements pour ces plateformes, parfois une expertise technique, mais on ne fait pas d'ingérence dans les agendas des différents INSP!R. On favorise aussi les rencontres Sud-Sud. Je me souviens d'un voyage en République dominicaine avec une délégation burkinabée. Les membres de cette dernière ont découvert à cette occasion une initiative de caisse de sécurité sociale pour travailleur-euse-s du secteur informel. Ils sont repartis avec l'intention de faire pareil chez eux.

EN BELGIQUE ET EN EUROPE, WSM FAIT PLUTÔT DU LOBBYING POLITIQUE, AVEC LE « DEVOIR DE VIGILANCE », NOTAMMENT. PEUX-TU NOUS EXPLIQUER CE QUE C'EST ET COMMENT ÇA ÉVOLUE ?

Ça consiste à rendre les entreprises responsables des violations de droits humains, sociaux et environnementaux dans leur chaîne d'approvisionnement. Ça demande aux entreprises de mettre tout en oeuvre pour prévenir ces violations et de ne plus se cacher derrière l'argument « je ne savais pas ». En juillet 2024,

WSM (EX-SOLIDARITÉ MONDIALE) A FÊTÉ RÉCEMMENT SES 50 ANS. C'EST L'HEURE DES BILANS POUR CE QUI RESTE UNE ONG NATIONALE, AVEC UNE AILE NÉERLANDOPHONE ET UNE AILE FRANCOPHONE...

Le bilan de notre ONG est positif sur les dernières années. WSM est issu d'un mouvement de luttes sociales et populaires, puisqu'au MOC, on oeuvre pour et avec des publics fragilisés. Pour WSM,



Action de sensibilisation et d'interpellation de WSM sur le mode de production de l'industrie textile, un secteur où la violation des droits humains est encore massive.

l'Union européenne a enfin voté une directive sur le sujet. Même si c'est un premier pas et une première mondiale, elle n'est pas assez ambitieuse. Le secteur voudrait qu'elle ne se limite pas aux entreprises de plus de 50.000 travailleur·euse·s et que la charge de la preuve n'incombe pas aux plaignant·e·s. Avec le CNCD 11.11.11. et d'autres ONG, on milite pour que, lors de la transposition de la directive en droit belge, celle-ci soit rendue plus contraignante. Cette transposition devrait intervenir en 2025, lorsque nous aurons un gouvernement.

LE FÉDÉRAL, JUSTEMENT, PARLONS-EN : QU'EST-CE QUI EST SUR LA TABLE DE L'ARIZONA EN MATIÈRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ?

Ce qui a percolé jusqu'ici, c'est la menace de coupes sombres dans les budgets de la coopération. Or, la Belgique n'atteint déjà pas l'objectif des 0,7% du PIB demandés par les Nations Unies. Aujourd'hui, on tourne autour des 0,44%. Il est crucial de marteler que la Coopération belge n'est pas seulement un acte de solidarité, c'est un investissement dans la stabilité mondiale ! Fin 2024, des cartes blanches signées par 120 personnalités issues du monde

syndical, académique, entrepreneurial, ... belge sont parues dans *Le Soir* et dans *Le Morgen* pour appeler les négociateur·ices de l'Arizona à protéger la coopération internationale.

PEUX-TU NOUS PARLER UN PEU DE WSM EN PROVINCE DE LUXEMBOURG ?

C'est une grande province, où il y a plusieurs partenariats entre des organismes locaux et des associations béninoises. Fort de ses 100 partenaires dans 20 pays, WSM est de plus en plus reconnu dans le mouvement et nous essayons de soutenir un maximum d'initiatives internationales initiées par des acteur·trice·s des MOC régionaux. Je fais le suivi de votre fédération et j'espère que les Luxembourgeois·es seront nombreux·ses à nous rejoindre le 5 avril pour participer sportivement au premier challenge « Cyclo choco solidaire », pour parrainer des participant·e·s et pour venir les soutenir le jour J. Rappelons que les dons pour WSM sont aussi défiscalisés : à partir de 42 euros par an, on vous ristourne 45% de la somme aux impôts. (*Plus d'infos p.3 dans « Cyclo Choco Solidaire »*).

Interview : Jean-François Rasschaert



RETOUR SUR UNE MISSION AU BÉNIN

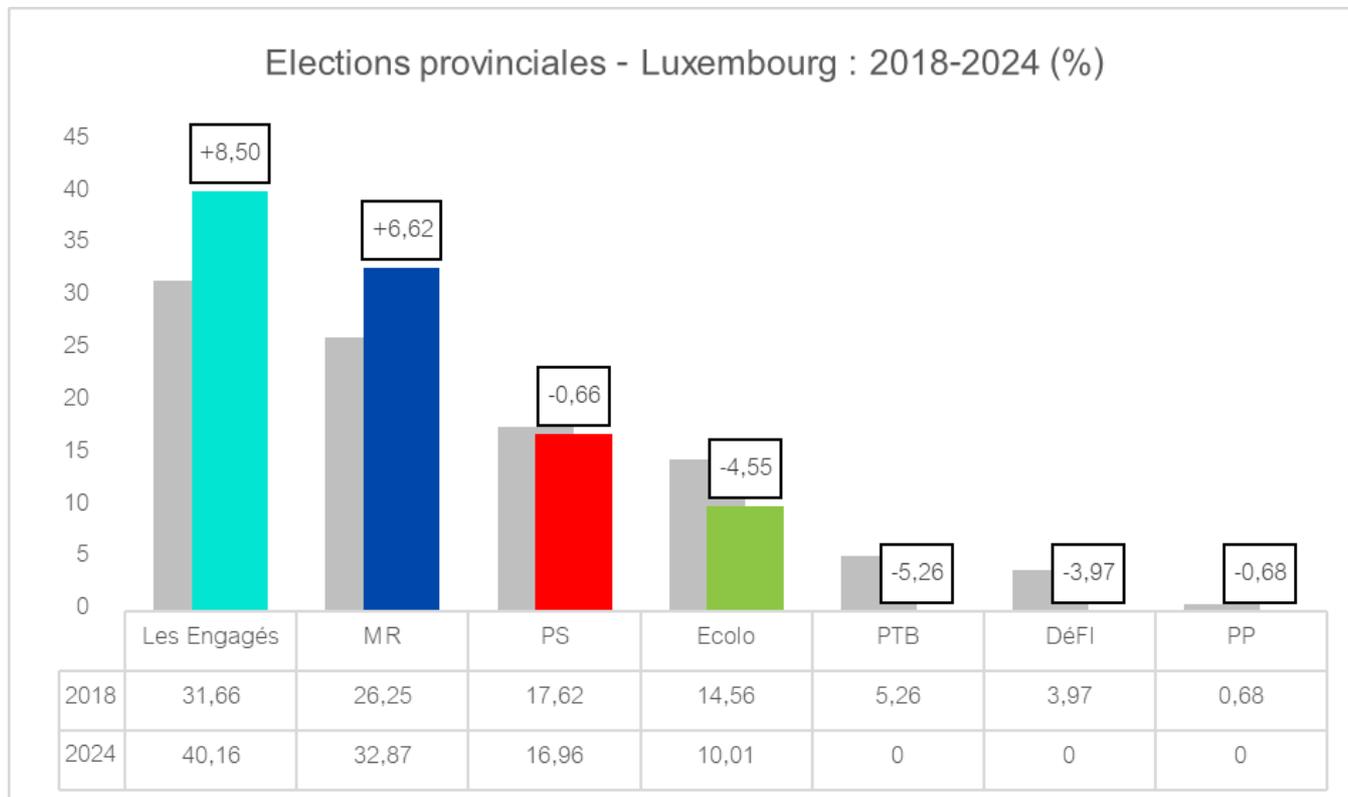
Fin novembre 2024, j'ai eu la chance d'être mandaté par la CSC pour faire partie de la mission au Bénin du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale (CWBCI). L'objectif était de rencontrer les acteur·trice·s civil·e·s et des représentant·e·s des autorités belges pour analyser la question de la réduction de l'espace civique au Bénin, conclure la Commission Mixte Paritaire (CMP) et visiter des projets de terrain. J'ai pu vivre une formidable expérience et découvrir un pays accueillant avec des habitant·e·s d'une extrême gentillesse. Quand je vois ce qu'ils et elles arrivent à faire avec si peu de moyens, je me dis qu'on ferait parfois bien de s'en inspirer ! Les acteur·trice·s de la société civile mettent en place toute une série de projets afin d'aider les plus démunis·e·s :

accueil extra-scolaire de qualité, préventions contre les différentes maladies (notamment via le sport pour les femmes), projets dans l'éducation, défense des travailleur·euse·s, ... Le tout se fait dans un contexte politique assez compliqué pour le monde associatif en général et encore plus au niveau syndical. On sent une auto-censure dans le chef des responsables de la société civile, ce qui est malheureusement souvent le reflet d'un gouvernement autoritariste. Malgré cela, les acteur·trice·s se battent au quotidien avec leurs convictions de bâtir un pays plus égalitaire. Total respect à elles et eux !

Yannick Vincent - Secrétaire Fédéral de la CSC Luxembourg

ANALYSE DES ÉLECTIONS COMMUNALES ET PROVINCIALES EN PROVINCE DE LUXEMBOURG

Le 13 octobre dernier ont eu lieu les élections communales et provinciales. Le MOC Luxembourg vous propose une brève analyse des résultats en province de Luxembourg.



LES RÉSULTATS GLOBAUX, PAR PARTI POLITIQUE

- Le parti **Les Engagés** conserve la première place au niveau provincial (**40.16 %**) et enregistre la plus forte progression (**+8.50 %**) de tous les partis. Il profite notamment de la disparition de la concurrence au centre (disparition du parti DéFI au niveau provincial) et du recul des partis de gauche pour accaparer 4 sièges (18). Au niveau communal, le parti conserve le même nombre de bourgmestres, stabilisant sa position au sein des mayorats (20 sur 43).
- Bien que ne figurant qu'à la deuxième place des élections provinciales, le **MR** conserve sa tendance positive dans les urnes. Le parti peut se targuer non seulement d'une belle progression au niveau provincial (32.87 % ; +6.62 %), mais également du gain d'un siège (12) et de 3 bourgmestres au niveau communal (20 ; +3).
- Le **PS** subit quant à lui un revers mitigé : s'il a été capable de réduire ses pertes au niveau de la province (16.96 % ; -0.66 %), profitant notamment de la disparition du PTB des listes luxembourgeoises, il s'est vu perdre près de la moitié de ses sièges (4 ; -3) et subtiliser l'un de ses 4 précédents mayorats (3 ; -1) avec le gain de Hotton (Philippe Courard) mais la perte de Bouillon et de Saint-Léger.

- Ecolo** subit une nouvelle fois la malédiction des résultats en dents de scie, conséquence possible de sa difficulté à imposer ses mesures et ses idées lorsque le parti est dans la majorité aux niveaux fédéral et régional. Bien que sa résistance en Luxembourg soit la plus forte de toutes les provinces, il régresse tout de même au niveau de la province (10.01 % ; -4.55 %), en cédant la moitié de ses sièges (2 ; -2) et ainsi le statut de « groupe politique ». Au niveau communal, il perd son seul bourgmestre, Nicolas Stilmant (Fauvillers), ainsi que sa position dans la majorité à Virton. Le parti entre toutefois dans la majorité à Habay.

Les partis de **droite** (MR / Les Engagés) se sont ainsi attribués 73% des votes lors des élections provinciales, et **31 des 37 sièges** disponibles. Ils ont dès lors la main mise sur la gouvernance de la province et héritent également de **40 bourgmestres sur les 43**. Cette tendance reflète les résultats constatés plus tôt dans l'année lors des élections fédérales, régionales et européennes, caractérisées par une droitisation de l'électorat, un retrait du PTB de la province et une déception grandissante de la population pour les promesses et engagements des partis de gauche.

À noter que la droite a le mieux performé dans le district de **Bastogne (79.36 %)**, notamment porté par l'impressionnant score des **Engagés (47.67 %)**. A l'inverse, **Virton** affiche le plus bas score

pour la droite (66.43%), avec une résistance toute relative du PS (21.38 %).

PARITÉ : UNE PROGRESSION MODÉRÉE

Le poste de **bourgmestre** est occupé à **69.8%** par des hommes (30 hommes, 13 femmes). Bien qu'insuffisante en termes de parité, la valeur est en nette progression par rapport à 2018 où 86% des mandats étaient encore exercés par des hommes (37). Aux précédentes communes déjà dirigées par des femmes (Gouvy, Herbeumont, Libin, Libramont, Musson, Rouvroy) viennent ainsi s'ajouter Bouillon, Daverdisse, Florenville, Houffalize, Manhay, Messancy et Saint-Léger.

Les mandats au sein des **collèges** suivent une répartition assez proche, avec 168 mandats masculins sur les 249 disponibles (67.5 %). Notons que l'inégalité entre les hommes et les femmes est encore plus frappante si nous excluons les postes de **présidence de CPAS**, majoritairement attribués à des femmes (74.4 % de femmes à la présidence) et les **bourgmestres** : nous nous retrouvons ainsi avec 36 mandataires féminines, contre 127 mandataires masculins (77.9 % d'hommes, hors CPAS et bourgmestres).

REPRÉSENTATION DES FEMMES PAR COMPÉTENCE ÉCHEVINALE (%)

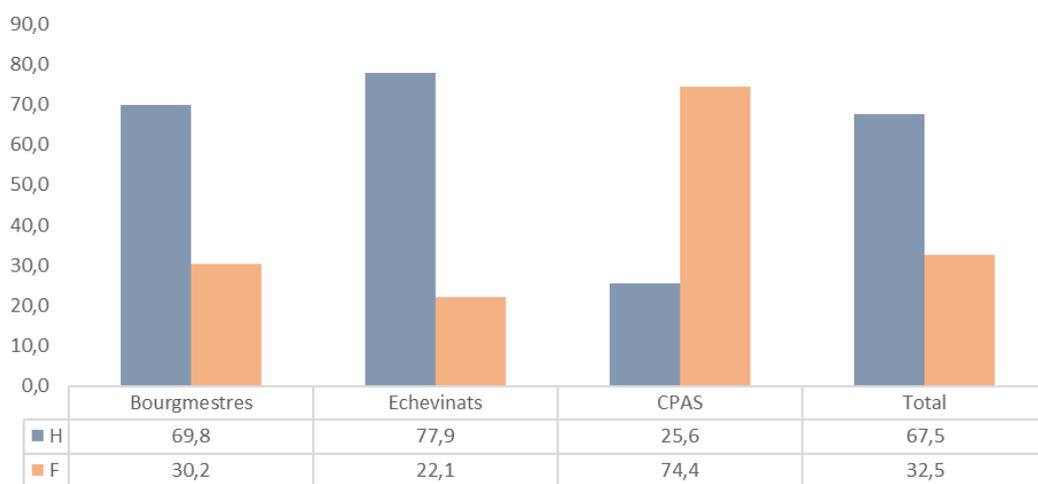
Plus forte représentation		Plus faible représentation	
Affaires sociales	65,96	Sports / Loisirs	15,22
Aîné-es	64,58	Énergie	13,33
Petite enfance	56,76	Mobilité	11,36
Enseignement / Extrascolaire	50	Chasse / Pêche	9,09
Logement	47,73	Agriculture	7,69
Santé / Handicap	43,75	Travaux / Voiries	6,25

principe dans l'accès des femmes aux fonctions communales, on constate une **inégalité dans les faits**. Par ailleurs, le constat est encore plus préoccupant si on se penche vers les compétences déclarées des différents échevins de la province. Nous avons déjà observé dans les différents ministères que **les rôles techniques** se retrouvaient principalement dans les mains des **hommes**, là où les **femmes** se retrouvaient cantonnées à des postes en lien avec le **social, l'enseignement et l'enfance**. La différence frappante

constatée entre la parité au sein de l'échevinat et du CPAS est confirmée par l'analyse des échevinats.

Les compétences les plus fréquemment confiées aux femmes concernent notamment les **affaires sociales** (65.96%), les **aîné-es** (64.58%), la **petite enfance** (56.76%) et l'**enseignement** (50%). À l'inverse, les secteurs des **travaux** (6.25%), de l'**agriculture** (7.69%), de la **chasse/pêche** (9.09%) et de la **mobilité** (11.36%) semblent plus communément confiés aux

Parité au sein des mandataires communaux (2024 - 2030) (%)



En 2018, plusieurs modifications ont été apportées aux règles électorales, notamment à propos de la parité homme/femme. Le **système de la « tirette »** a été imposé à l'ensemble de la liste : chacune doit présenter une alternance homme/femme. Si la liste compte un nombre impair de candidats, une exception peut être faite pour le dernier de la liste, qui peut être du même sexe que le candidat précédent.

Ce système montre ainsi ses limites : bien qu'il y ait **égalité sur le**

hommes. D'une manière plus générale, la gestion globale de la commune et de ses infrastructures est majoritairement située dans le giron masculin, alors que les questions de personnes et du « care » (soin aux autres) sont attribuées aux femmes.

À la province, le nombre de sièges occupé par des femmes est nettement supérieur (45.95 %), avec une très légère progression (17 sièges ; +1). Cela reste toutefois sous la barre des 50% symboliques de la véritable parité représentative.

MÉTHODOLOGIE

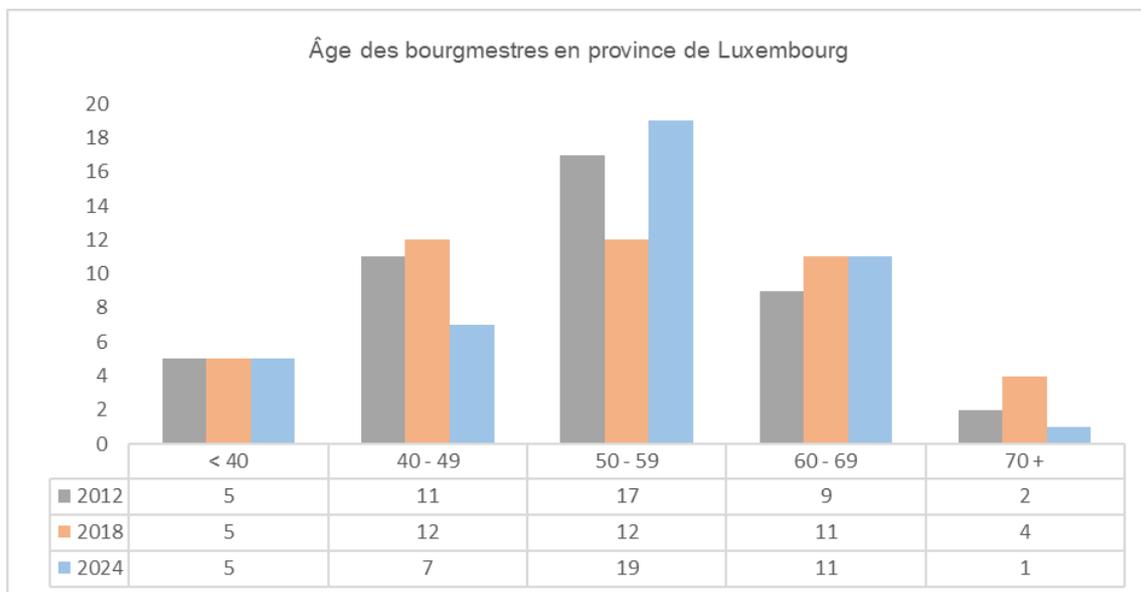
Nous avons repris et analysé les différentes compétences annoncées par les collèges communaux concernant leurs échevin-es. Nous avons ensuite rassemblé les compétences communes les plus fréquentes et les plus proches (ex. nature, biodiversité et environnement sous la bannière « environnement ») en une vingtaine de thématiques. Enfin, nous avons comparé le pourcentage de femmes sur ces thèmes par rapport au nombre moyen d'élus (32.5%).

LE BOURGMESTRE LUXEMBOURGEOIS A EN MOYENNE 54 ANS

En se focalisant sur l'âge des différents bourgmestres, on peut constater que **50% de ceux-ci ont entre 48.5 et 61 ans**, avec une valeur **médiane** située à **54 ans**. Une distribution relativement normale, qui suit les tendances des élections précédentes.

Le **plus jeune** d'entre eux gèrera la commune de **Léglise** (Simon Huberty) à seulement **31 ans**, alors que le **doyen** a pris ses fonctions à l'âge de **70 ans** (Jean-Pierre Dardenne) pour s'occuper de la commune de **La Roche**.

absolue dans leur commune respective, un exploit partagé par **35 des 43 listes** ayant remporté les élections communales dans la province (**81,4 %**). À l'inverse, certaines entités devront former des coalitions pour gouverner : Arlon, Durbuy, Florenville, Habay, Marche, Paliseul, Saint-Hubert et Saint-Léger.



Une répartition des âges qui est **relativement similaire** autant chez les hommes que chez les **femmes**, ces dernières ayant un **âge médian** de 52 ans et se situent **entre 33 et 69 ans**.

CONCLUSION

CONTINUITÉ POLITIQUE ET ENGAGEMENT CITOYEN

Jusqu'aux élections d'octobre 2024, cinq communes de la province comptaient encore **des mayorats prolongés depuis plus de 20 ans** : Attert, Marche, Messancy, Meix-devant-Virton, et Vaux-sur-Sûre. Aujourd'hui, elles ne sont plus que **deux** à maintenir cette continuité. À **Vaux-sur-Sûre**, **Yves Besseling** entame un nouveau mandat en tant que bourgmestre, fonction qu'il occupe depuis maintenant 24 ans. À **Meix-devant-Virton**, **Pascal François** poursuit son long parcours politique : échevin en 1982, il tient aujourd'hui le rôle de bourgmestre depuis ... 1994. Ce mandat se prolongera jusqu'en 2030, pour une durée totale de 36 années.

Les deux communes affichent également des **taux de participation** remarquables, supérieurs à la **moyenne provinciale (90,26 %)**. Vaux-sur-Sûre atteint 91,71 %, tandis que Meix-devant-Virton culmine à 95,33 %. Le **taux d'abstention** y reste également bas, avec seulement 5,93 % à Chiny et 4,21 % à Meix-devant-Virton, contre une **moyenne provinciale de 6,82 %**. Une légitimité des résultats qui se trouve renforcée par des élections concurrentielles : plusieurs listes y étaient en lice, contrairement aux **3 entités** – Herbeumont, Houffalize et Rouvroy – où **une seule liste** était présentée au citoyen qui se rendait dans l'isoloir.

Des vainqueurs qui ont par ailleurs réussi à obtenir la **majorité**

Les élections communales et provinciales en province de Luxembourg marquent ainsi un renforcement de la droitisation de l'électorat. Les résultats emboîtent le pas à la tendance de juin, avec **73% des sièges provinciaux et 93% des mayorats concentrés entre deux partis**. La parité progresse sensiblement, avec un passage de 7 à 13 bourgmestres féminins, mais les fonctions stratégiques restent majoritairement occupées par des hommes, qui se réservent les domaines techniques comme les travaux (94 %), alors que les femmes sont davantage représentées dans le « care ».

Notons enfin que si certains **bourgmestres** restent en poste depuis de longues années, ces élections auront **renouvelé considérablement** cette fonction, avec plus d'un nouveau bourgmestre sur deux (**55 %**). Le MOC va ainsi rester attentif à cette nouvelle direction des communes, et scruter l'impact d'une politique régionale, provinciale et communale largement dominée par deux partis, dont la position de force à tout niveau peut faciliter la prise de décision transversale, pour le meilleur ou pour le pire.